

# Adresse à la population

## LA CRISE COVID N'A PAS SUFFIT ! UNISSONS-NOUS ET FAISONS CHANGER LES CHOSES !!



Alors que la crise COVID a montré les défaillances et les points forts de notre système, le gouvernement et la majorité parlementaire s'entêtent à poursuivre les restructurations du secteur sanitaire, social et médico-social avec comme objectif le recul du service public et le développement du secteur lucratif.

Les conséquences : baisse des droits pour les salarié-es, recul de l'accès et de la qualité des prises en charge pour la population notamment les plus précaires. Les dividendes des actionnaires eux se portent bien.

Les personnels et les étudiant.es sont épuisé.es et en colère par le manque de lits, de lieux d'accueil et de professionnel-les en nombre suffisant. Elles et ils dénoncent la surcharge de travail qui pèse sur leur santé et fait perdre tous sens au travail, l'impossibilité de prendre leurs droits à la formation, leurs temps de repos et de congés.

Les usagers de ces secteurs d'activités et leurs familles sont excédé.es par les délais d'attentes, l'éloignement et le manque de structures pour les accueillir. Elles et ils constatent une prise en charge se détériorant, induisant des restes à charge qui pèsent sur leur budget.

Seule une mobilisation déterminée et coordonnée peut faire changer la donne. Donnons du sens à nos colères !

**Le système de Santé et d'action sociale  
c'est l'affaire de toutes et tous !**

**SALARIE-ES ET USAGERS NOUS AVONS DES  
CHOSSES A FAIRE ENSEMBLE  
LE 05 OCTOBRE CONVERGEONS ET  
DEFENDONS L'INTERET GENERAL**

### SCANDALEUX

Alors que la crise COVID montre le besoin d'investissement en lits et en personnels hospitaliers, les parlementaires ont voté à la majorité en décembre 2020 une Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2021 prévoyant 4 milliards d'économies sur les dépenses de santé dont 800 millions pour les hôpitaux publics

Alors que la précarité augmente et que l'accès aux soins est de plus en plus difficile, cette même loi instaure un forfait « patient urgence » de 18 € à payer par les personnes se rendant aux urgences si une hospitalisation n'est pas décidée.

## PLFSS\* 2022

**NE LES LAISSONS PAS DECIDER SEULS  
METTONS LA PRESSION SUR LES PARLEMENTAIRES  
ET SUR LE GOUVERNEMENT  
USAGERS ET SALARIES MOBILISONS NOUS !**

\* *Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale : chaque année à partir du mois d'octobre commencent les débats parlementaires pour l'adoption du budget sécu de l'année suivante. C'est ce budget qui détermine les moyens à disposition pour répondre (ou pas) aux besoins de la population.*

*Au même moment ont lieu les débats sur le financement des collectivités territoriales qui concerne les moyens du secteur social et médico-social*

## Parce que :

- La France confine la population pour éviter la saturation des hôpitaux
- La France est en difficulté pour assurer une politique de prévention efficace
- La population a du mal à accéder aux prises en charge dont elle a besoin que cela soit dans le secteur sanitaire, du grand âge, du handicap, de l'enfance en danger, de la psychiatrie, de la précarité
- Les conditions de travail sont si difficiles que la santé des personnels peut être gravement atteinte (burn out, suicide, dépression, atteintes physiques), les démissions et reconversion se multiplient
- Des solutions de financement pour améliorer la situation des salarié-es et des usagers existent



Des solutions de financement existent !

## Il faut vite :

- En finir avec la culture du chiffre totalement inadaptée à notre secteur d'activité
- Remettre les professionnels au cœur de l'organisation du travail tout en réinjectant de la démocratie à tous les échelons
- Ouvrir des lits d'hospitalisations, des centres de santé, des structures d'hébergement, de jour, à domicile dans tous les secteurs
- Débloquer des embauches toutes catégories confondues
- Augmenter le nombre de formations qualifiantes et faciliter leurs accès
- Rendre attractif le recrutement, fidéliser le personnel et valoriser l'engagement en revalorisant les salaires, les carrières et les qualifications, à partir d'un SMIC à 2000 euro (le seuil de pauvreté est défini à 1063 euros).



**USAGERS-SALARIES  
ORGANISONS  
UNE MOBILISATION  
GAGNANTE !!!**

## Cet été en PACA

Avec la détermination de construire une mobilisation capable de faire prendre en compte les revendications des salarié-es, les syndicats CGT de la région organisent des rencontres avec les salarié-es, entre militant-es, avec la population, des conférences de presse.

Nous avons toutes et tous un rôle à jouer dans cette construction.

Rencontrons-nous, débattons, décidons de lutter ensemble pour l'intérêt commun !!

## PARCOURS DE LA CARAVANE DES LUTTES PACA

### 20/07 dans le 06

- 10h30 Nice : marchandisation de la santé et de l'action sociale
- 12h solidarité et convergences avec le foyer de l'enfance des alpes maritimes

### 21/07 dans le 83

- 10h devant l'EHPAD de Besses sur Issole
- 11h30 devant l'EHPAD de Flassans

### 22/07 dans le 05

- 9h marché de Laragne/psychiatrie
- 14h rencontre avec l'hôpital de Gap

### 23/07 dans le 04

- 10h30 Hôpital de Digne/hôpitaux de proximité
- 24/07 marché de Sisteron

### 26/07 dans le 84

- 10h30 rencontre hôpital de Lauris
- 15h initiative devant l'APEI Orange

### 27/07 dans le 13

- 10h30 rassemblement/conférence de presse devant l'ARS PACA à Marseille

Coordination CGT Santé Action Sociale PACA



[cgtsantesocialpaca@gmail.com](mailto:cgtsantesocialpaca@gmail.com)



Cgt paca Santé et action sociale